

Entrevue avec Pamela Wallin



Ancienne journaliste, Pamela Wallin est consule générale du Canada à New York. Elle était de passage à Ottawa pour donner la conférence « Ruth and Dick Bell » à l'Université Carleton. Pendant son séjour, elle a été interviewée par Andrew Cohen de l'école de journalisme de cette université. Voici la version abrégée de cette entrevue qui a eu lieu le 21 octobre 2004.

Avez-vous trouvé difficile sur le plan personnel de faire la transition de journaliste à diplomate puisque ces deux carrières semblent exiger des qualités et des instincts tout à fait différents?

Pas vraiment. La mission d'un journaliste est de renseigner, de donner aux gens de l'information et de la situer dans son contexte pour qu'ils puissent prendre des décisions éclairées sur le fonctionnement de la démocratie. Le diplomate doit faire exactement la même chose : fournir des renseignements exacts et convaincants sur son pays d'accueil à son pays d'origine et vice versa. À mon avis, réunir les bonnes personnes à ma table pour discuter de cette relation n'est pas très différent de les réunir dans un studio de télévision pour une interview.

La seule différence qui vaut la peine d'être mentionnée est qu'en tant que diplomate, je dois souvent me mordre la langue et faire preuve de discrétion.

Les conversations privées que j'ai avec mes convives ont tendance à être très franches, et plus nous sommes honnêtes les uns avec les autres, plus nous accomplirons de choses et meilleure sera la relation entre nous. Cela étant dit, il serait probablement contre-productif de révéler le contenu de ces conversations au public.

Par ailleurs, on m'invite souvent à participer à des émissions américaines et j'accepte volontiers parce que je trouve que c'est important de le faire. Je sais par expérience que les paroles optimistes, les bonnes nouvelles et les communiqués n'intéressent pas les journalistes. Si l'on n'est pas prêt à parler franchement avec les médias américains, il vaut mieux rester chez soi.

Comment s'y prend-on pour sensibiliser les New-Yorkais à la réalité canadienne?

C'est un défi énorme parce qu'au moins 192 pays sont représentés à

New York en plus des pays membres des Nations Unies. La concurrence est donc forte pour l'attention des New-Yorkais et il ne faut pas nous imaginer qu'ils doivent nous prêter attention parce que nous sommes un pays voisin et que nous entretenons des relations de longue date avec les États-Unis. Les New-Yorkais recherchent avant tout ce qu'il y a de meilleur, de plus intéressant ou de plus original et, s'ils le trouvent, ils l'adoptent sans hésiter.

Par conséquent, il faut surmonter notre image de paradis de la neige et le faire très concrètement. Jusqu'à un certain point, nous sommes responsables de l'image que nous véhiculons lorsque nous faisons la promotion de notre pays sauvage avec ses montagnes et son sirop d'érable. Un de mes collègues a suggéré que nous devrions utiliser une photo d'un policier de la Gendarmerie royale tenant un Blackberry pour indiquer

aux New-Yorkais que nous sommes des spécialistes de la haute technologie et que nous pouvons les aider. Il faut saisir toutes les occasions de leur dire : « Nous avons la réponse à vos besoins. »

Il faut que nous reconnaissons aussi que nous ne sommes pas une superpuissance. Nous ne serons jamais les plus forts sur le plan militaire. Ce que nous avons à offrir, c'est que nous sommes intelligents, intéressants et créatifs. Par conséquent, j'essaie de faire en sorte que mes invitations au consulat du Canada soient des occasions à ne pas manquer, qu'il s'agisse d'un dîner ou d'une réunion. Par exemple, j'ai fait venir quelqu'un pour qu'il explique à des investisseurs américains pourquoi ils devraient faire des placements au Canada. Quand les gens viennent à un événement du consulat du Canada, je veux qu'ils sachent qu'ils en auront pour leur argent.

À votre avis, comment les États-Unis sont-ils perçus par les Canadiens?

Je suis très préoccupée de l'antiaméricanisme qui se manifeste un peu partout au Canada. Nous vivons une période très délicate. Je ne saurais vous dire trop clairement ou trop fort que les attaques terroristes du 11 septembre ont changé tous nos repères. Beaucoup de gens semblent penser qu'il est temps pour les Américains de tourner la page : d'autres pays ont été victimes de terrorisme ou confrontés à des problèmes sur leur territoire et ils sont parvenus à oublier. Un tel raisonnement est dangereux à bien des points de vue.

Il ne faut pas vivre dans l'illusion qu'il s'élève au 49^e parallèle une espèce de barrière magique qui fait en sorte que rien ne peut nous arriver. Si nous ne comprenons pas à quel point la sécurité est importante pour les Américains, nous ne comprendrons jamais ce qui se produira à notre

frontière si jamais il y a un autre attentat.

Je veux que les Américains comprennent que nous formons un pays souverain ayant ses propres besoins, que notre culture est différente de la leur et que nous ne participerons pas nécessairement à tous leurs projets, mais, inversement, il faut que nous comprenions nous aussi leurs besoins. La clé d'une relation, peu importe s'il s'agit de membres d'une famille ou de deux pays, c'est de comprendre ce qui motive l'autre partie et, si nous ne le comprenons pas, il n'est pas vraiment possible d'établir une relation avec elle. Il faut que nous reconnaissons que les Américains ont été très marqués par les événements du 11 septembre et que nous en tenons compte.

L'antiaméricanisme a-t-il un effet sur votre travail?

Eh bien, j'ai tendance à en accepter la responsabilité. Nous ne sommes plus à l'époque où New York n'entendait jamais parler de ce qui se disait à Ottawa. Aujourd'hui, tout est instantané, alors, quand quelqu'un fait une déclaration provocante injustifiée — je ne nie pas que tous ont droit à leur opinion, mais il y a des conséquences — et qu'on me demande d'aller à la télévision et d'expliquer par exemple pourquoi le président a été traité de crétin, j'y vais et j'essaie d'expliquer le contexte et de dissiper les malentendus avant que les choses aillent trop loin. Les enjeux sont tellement élevés.

La sécurité a-t-elle maintenant supplanté le commerce comme dossier le plus important des relations canado-américaines?

Rien n'est aussi important que la relation commerciale entre nos deux pays. Environ 87 p. 100 de toutes nos exportations sont destinées aux États-Unis et environ 25 p. 100 des leurs prennent le chemin du Canada.

Toutefois, on ne peut pas parler de commerce sans parler de sécurité. Un camion rempli de marchandises franchit la frontière toutes les deux secondes et demie. Les papiers, les documents, les idées, les personnes et la propriété intellectuelle le font tout aussi facilement.

Cependant, nous devons comprendre que les Américains sont convaincus qu'ils ne peuvent pas protéger leur territoire sans que nous soyons leurs partenaires dans ce processus. Nous partageons non seulement cette frontière terrestre non protégée de plus de 8000 kilomètres, mais aussi près de 15 000 kilomètres de côtes. Il faut nous en occuper ensemble, sinon nous nous battons contre des moulins à vent.

Partagez-vous l'avis de certains milieux qui n'aiment pas que les provinces se mêlent de relations internationales?

De mon point de vue, cela ne présente aucun problème. Nous trouvons que c'est très important que les provinces passent par notre consulat. Elles sont des spécialistes dans leur domaine et une des questions les plus importantes qui touchent nos deux pays est celle de l'énergie. Je ne cesse de répéter que c'est le Canada, et non l'Iraq et l'Arabie Saoudite, qui fournit le plus d'énergie — pétrole, gaz et électricité — aux États-Unis. Les provinces sont aux premières lignes dans ce domaine et dans bien d'autres liés à des considérations commerciales et sécuritaires.

Récemment, j'ai organisé une réunion de fonctionnaires de l'État de New York, de l'Ontario et des villes de New York et de Toronto. Ils ont tellement de dossiers en commun, allant des systèmes de transport en commun aux problèmes que connaissent les ports. Plus nombreux sont les liens entre les personnes de tous les ordres de gouvernement,

meilleures seront les relations entre nos deux pays.

Quel est votre plus grand défi à New York?

Gérer la relation économique, je crois. Si notre ambassadeur à Washington est le représentant des intérêts canadiens au Capitole, le consul général à New York est une sorte d'ambassadeur à Wall Street. À ce titre, je tente d'aider le

gouvernement fédéral, les gouvernements provinciaux et territoriaux ainsi que le secteur privé quand ils font des affaires aux États-Unis. Le consulat participe activement à bien des activités culturelles aussi. Autrefois, celles-ci étaient distinctes des activités liées à la relation commerciale, mais, à mon avis, elles forment un tout. Nous sommes toutes des personnes multidimensionnelles et nous

fonctionnons à bien des niveaux différents. Il ne faut pas penser que le Canada est uniquement un endroit où l'on peut faire des affaires ou passer des vacances. Nous avons aussi à notre actif le Cirque du Soleil et nombre d'écrivains et d'artistes. Cela fait partie de notre identité et je tiens à présenter tous les aspects du Canada aux Américains.